



Conseil économique et social

Distr.: générale
17 octobre 2012
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2013

21-30 janvier et 8 février 2013

Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Centre de recherche sur le vieillissement | 3 |
| 2. Missions agricoles | 4 |
| 3. Alliance des femmes arabes | 6 |
| 4. American Life League | 8 |
| 5. Fondation L'Art de vivre | 9 |
| 6. Asia-Japan Women's Resource Centre | 11 |
| 7. Asociación Regional de Empresas de Petroleo y Gas Natural en Latinoamérica y el Caribe | 14 |
| 8. Bischöfliches Hilfswerk Misereor | 16 |
| 9. Child Family Health International | 17 |
| 10. Association chinoise pour la science et la technologie | 19 |
| 11. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens | 20 |
| 12. Climate Institute | 23 |
| 13. Coopération internationale | 25 |



| | |
|---|----|
| 14. Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre | 27 |
| 15. Foundation for the Support of the United Nations | 28 |

1. Centre de recherche sur le vieillissement

Statut consultatif spécial : 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre de recherche sur le vieillissement collabore avec les pays africains et asiatiques dans le domaine de la recherche scientifique mondiale afin de former une nouvelle génération de spécialistes capables de développer leurs propres capacités. Les activités principales ont été entreprises avec le Centre de recherche et de formation sur le cancer en Afrique subsaharienne à Wad Medani, dans l'État de Gezira au Soudan, l'Université de Téhéran et l'Université de médecine de Shanxi, à Shanxi (Chine). Des fonds ont été alloués pour permettre des échanges de programmes à la fois entre les chercheurs du Centre et entre les jeunes chercheurs africains et asiatiques. Un poste de docteur en oncologie par exemple a été créé pour une jeune femme médecin du Soudan. Les cours de préparation au doctorat avaient pour objectif principal d'inculquer les compétences indispensables à l'établissement et la gestion des registres des cancers et des laboratoires de pathologie, les pays africains ne disposant pas des données épidémiologiques et pathologiques nécessaires pour leur permettre de planifier les ressources et de dispenser une formation aux nouvelles méthodologies, en particulier les diagnostics moléculaires et la génomique.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre n'a pas participé aux activités des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée dans le rapport car il a concentré ses efforts et ses ressources financières sur des partenariats avec des universités et des centres de recherche en Chine, en République islamique d'Iran, au Soudan et en République-Unie de Tanzanie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a axé ses efforts sur le transfert de connaissances et de technologies à ses partenaires africains et asiatiques, notamment dans le domaine de la recherche sur le cancer; en effet, compte tenu des tendances démographiques actuelles et de l'évolution des maladies, au cours de la prochaine décennie l'on enregistrera un grand nombre de tous les décès dus au cancer dans les pays en développement, surtout en Afrique. À cet égard, le Centre a mené des recherches scientifiques et tenu des réunions et des congrès avec des partenaires africains et asiatiques. À titre d'exemple nous pouvons citer une réunion tenue à Khartoum du 8 au 12 mars 2008, sur les « Affections du système immunitaire dues à la pollution environnementale et professionnelle: enseignements des pays développés et des pays en développement », une autre à Wad Medani (Soudan) le 3 avril 2008 sur le thème « Les centres de cancérologie de référence au Soudan : difficultés rencontrées pour mettre l'Institut soudanais de médecine nucléaire et d'oncologie au niveau des normes internationales », une sur « Le problème posé par le diagnostic de maladies en Afrique subsaharienne » tenue à Chieti (Italie) le 3 novembre 2010 et encore une autre à Brescia (Italie), du 26 au 28 janvier 2011 sur « L'environnement et le système immunitaire : plus que l'immunoglobine E ». En 2011, plusieurs réunions ont été organisées sur la coopération avec des hôpitaux africains dans le domaine du diagnostic des pathologies en Afrique subsaharienne. Dans le chapitre intitulé

« Renforcement des capacités durables pour le diagnostic des maladies en Afrique subsaharienne : études de cas de coopération dans le domaine du diagnostic des pathologies » de l'ouvrage *New Knowledge in a New Era of Globalization* (Nouvelles connaissances à l'ère nouvelle de la mondialisation) édité par Piotr Pachura, le Centre décrit des cas de coopération dans le domaine du diagnostic des pathologies en Afrique subsaharienne qui montrent les avantages de la mondialisation. De plus, des documents et des manuscrits scientifiques sélectionnés étayant les recherches originales et rédigés par des auteurs africains ou asiatiques ont été publiés dans des revues scientifiques internationales.

2. Missions agricoles

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Missions agricoles est une organisation œcuménique qui soutient les populations rurales dans leurs efforts de recherche sur les causes structurelles de l'appauvrissement et de l'injustice. Son objectif est de se tenir aux côtés des réseaux ruraux et des communautés religieuses et d'établir des liens avec eux pour combattre les injustices de la mondialisation.

Objectifs et mission

Les objectifs et la mission de l'organisation sont notamment les suivants :

- Établir des contacts au niveau rural, notamment échanges de communications, de personnels et de connaissances entre les organisations intéressées;
- Mener des activités de sensibilisation et de plaidoyer, y compris en matière d'éducation et de formation en vue d'apporter un appui;
- Assurer la viabilité rurale, notamment en ce qui concerne les relations entre les sexes et le développement, la terre, la culture et la spiritualité, les technologies appropriées, la justice sociale et raciale, l'assistance juridique en milieu rural et la formation;
- Rétablir les capacités des organisations communautaires frappées par des catastrophes, notamment en aidant les partenaires à restaurer et reconstruire à la suite de catastrophes naturelles.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe aux activités de sensibilisation des Nations Unies et contribue concrètement à prendre des mesures en faveur des femmes, des populations autochtones, des jeunes et d'autres personnes exclues de la société. Ses contributions sont axées sur la promotion de la justice dans les domaines économique et racial et des relations entre les sexes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé activement aux réunions de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant la période considérée dans le rapport. En mars 2008, avec des partenaires et le Groupe spécial féministe de l'Action mondiale contre la pauvreté, elle a exhorté les

gouvernements à augmenter leur financement dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et à investir dans les femmes et les filles afin de mettre un terme à la féminisation de la pauvreté. En 2010, elle a adhéré au Groupe spécial féministe pour organiser un Tribunal des femmes sur les relations entre les sexes et les changements climatiques.

En 2011, l'organisation et les partenaires du Groupe spécial féministe ont célébré et suivi le lancement officiel de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Elle a invité des partenaires du monde entier à assister aux sessions de la Commission de la condition de la femme de 2008 à 2011. Pendant la période considérée dans le rapport, l'Organisation a également participé à des sessions de la Commission du développement durable, notamment à des manifestations en faveur de l'inclusion des femmes pour parvenir au développement durable.

L'organisation a activement suivi les processus du financement du développement depuis la tenue de la Conférence internationale sur le financement du développement en 2002. Depuis lors, elle a collaboré avec des organisations non gouvernementales importantes pour faciliter le processus du financement du développement et la contribution de la société civile. Plus particulièrement, elle s'est totalement impliquée pour soutenir la création du Global Social Economy Group pendant la période précédant la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha (Qatar) en 2008.

En 2009, l'organisation a participé à la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement et elle a activement sensibilisé les organisations non gouvernementales pendant la période précédant la conférence. Elle a également assisté aux Dialogues de haut niveau sur le financement du développement qui ont lieu tous les deux ans.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2010 et 2011, pendant les sessions de la Commission de la condition de la femme, l'organisation a collaboré avec les partenaires du financement du développement et les associations regroupant des citoyens ordinaires pour organiser une « intervention des femmes » à laquelle ont participé des représentantes d'ONU-Femmes, notamment la nouvelle Directrice exécutive, Michèle Bachelet. Elle a également participé à des réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenues à Copenhague en 2009, à Cancun (Mexique) en 2010 et à Durban (Afrique du Sud) en 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris part à des activités de la société civile organisées pendant la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenue en septembre 2008, notamment en collaborant au Tribunal des femmes sur la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a également participé en qualité de partenaire à la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté le 17 octobre.

3. Alliance des femmes arabes

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Alliance des femmes arabes (AAW) est une organisation égyptienne bénévole non gouvernementale, enregistrée auprès du Ministère des affaires sociales depuis 1987. L'AAW coiffe un réseau d'ONG et coopère avec d'autres organisations égyptiennes et arabes pour offrir aux femmes une sécurité humaine fondamentale en influençant les politiques et la législation et en fournissant des services et des programmes appropriés.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mandat d'assurer aux femmes une sécurité humaine fondamentale. Ses principaux domaines prioritaires sont les suivants : pauvreté, santé, participation politique, éducation, diminution de la violence et encouragement de la participation des femmes à des postes de direction. Elle s'efforce d'accroître les capacités des femmes pour qu'elles participent activement et sur un pied d'égalité au sein de leurs communautés et de promouvoir et renforcer le rôle des femmes dans la société.

Changements à signaler

Depuis le Printemps arabe en janvier 2011, l'organisation s'est concentrée sur l'autonomisation et la participation politiques et sur le renforcement des réseaux égyptiens des droits des femmes afin de mieux les promouvoir.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2008 et 2010, l'Alliance des femmes arabes a organisé plus de 29 réunions dans différents domaines pour sensibiliser les citoyens du pays à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. En 2008, elle a organisé 25 ateliers pour former des enfants sur la manière d'exercer leur droit à la liberté d'expression et, en 2009, elle a entrepris une étude qui a été examinée lors d'une conférence régionale au Caire, sur les réalisations de la région arabe depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue en 1995 et l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, des représentantes de l'Alliance ont :

- Pris la parole à une réunion organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Caire, le 22 janvier, sur le thème « Les Conventions internationales et la législation égyptienne sur les droits des femmes »;
- Participé aux réunions de la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme;
- Participé à une réunion organisée par le PNUD au Caire, le 13 mai, pour lancer le *Rapport sur le développement humain*;

- Participé à une réunion spéciale avec les responsables du Département du développement économique et social de la Banque mondiale, le 13 mars, sur le rôle de la société civile au Caire;
- Participé à un atelier sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, tenu le 22 mai et organisé par le Conseil national des droits de l'homme au Caire, et à un atelier en Norvège organisé par le Centre d'Oslo pour la paix et les droits de l'homme sur le thème « Paix, femmes et égalité »;
- Assisté au sixième Forum africain sur le développement organisé par la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba;
- Participé à une réunion de l'Alliance égyptienne pour le Tribunal pénal international, tenue au Caire;

En 2010, des représentantes de l'organisation ont :

- Participé, à Genève, à une réunion sur le rapport de l'Égypte soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;
- Participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme à New York, en mars;
- Présenté un rapport officiel sur l'Égypte au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et assisté à une réunion du Comité à Genève, en mai.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2009, l'Alliance a préparé un rapport officiel sur la région arabe qu'elle a soumis à la Commission de la condition de la femme, comme le demandait la Commission économique et sociale pour l'Asie de l'Ouest.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'Alliance a :

- Apporté son soutien à 78 femmes candidates à des élections du conseil local par une formation aux campagnes politiques; 52 des femmes ont été élues (2008);
- Réalisé des projets pour autonomiser plus de 540 femmes par le biais de petites et moyennes entreprises (2008-2010);
- Organisé des ateliers pour former des candidates aux élections parlementaires et sensibiliser les femmes pour qu'elles obtiennent des cartes d'électeur afin de participer aux élections et les a impliquées dans des comités sur l'irrigation (2009);
- Encouragé les partis politiques à inscrire leurs membres féminins sur leurs listes électorales; 24 femmes ont été inscrites sur ces listes (2010);
- Tenu une réunion publique sur le coût économique de la discrimination à l'égard des femmes (2011).

En ce qui concerne l'amélioration de la santé maternelle, l'Alliance a :

- Formé des personnels dans les centres de santé maternelle et infantile afin d'améliorer leurs capacités techniques, organisé des activités de formation en éducation sanitaire sur la nutrition pour les femmes et abordé les problèmes des mutilations génitales féminines dans les zones rurales (2009);
- Lancé un projet de santé procréative et organisé des campagnes de contrôle et de dépistage du cancer du sein parmi les femmes des régions rurales avec la collaboration du Ministère de la santé (2010).

En ce qui concerne la réalisation de l'éducation primaire universelle, l'Alliance a formé des travailleurs sociaux pour s'occuper des enfants risquant d'abandonner l'école et organisé des cours d'alphabétisation (2009); en ce qui concerne l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, elle a organisé une réunion, le 18 octobre 2009, au sujet des objectifs du Millénaire pour le développement sur la pauvreté, la féminisation de la pauvreté et les problèmes rencontrés dans la réalisation des objectifs.

4. American Life League

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

American Life League est une organisation américaine à but non lucratif sur la recherche et l'éducation qui publie des données de l'Organisation des Nations Unies et contribue à ses efforts pour aider les plus pauvres et les moins puissants depuis plus de 30 ans. Elle a son siège à Stafford en Virginie. Elle collecte et diffuse des informations dans le monde entier mais environ 90 % sont distribuées aux États-Unis.

Objectifs et mission

L'organisation tente de sauver la vie des plus pauvres et des moins puissants et d'améliorer leur situation. Au cours des quatre dernières années, elle a publié quelque 100 articles ponctuels sur l'Organisation des Nations Unies ou sur les données des Nations Unies.

Changements à signaler

Depuis 2008, l'économie mondiale, y compris celle des États-Unis, souffre de la récession. Les dons à l'organisation ont considérablement diminué et elle a dû se contenter de revenus plus faibles et limiter ses dépenses. Il lui a fallu faire des choix difficiles. Elle a d'abord été obligée de s'assurer qu'elle continuerait à obtenir des informations nouvelles et pertinentes sur les Nations Unies de façon à pouvoir maintenir la qualité de ses contributions. L'organisation se félicite que les sites Internet des Nations Unies et les communications par Internet lui aient permis d'être plus efficace.

Contribution à des activités des Nations Unies

Avant 2007, le champ d'activité de l'organisation consistait notamment à envoyer des représentants à de nombreuses conférences des Nations Unies. Elle

avait des discussions face à face avec des représentants de plus de 100 pays, de même qu'avec le PNUD, la Division des Nations Unies pour la population, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et le personnel technique des Nations Unies. En raison de ses contacts antérieurs et de ses relations, elle a pu poursuivre son travail via l'Internet. Elle a maintenu la qualité des informations recueillies et, en outre, elle a profité des progrès de la technologie pour accroître sa distribution d'informations pertinentes. Elle a envoyé des millions de messages par courriel dans le but de sauver des vies et d'améliorer la situation des plus pauvres et des moins puissants. Grâce à ses recherches relatives aux données techniques et parfois politiques des Nations Unies, elle a conservé ses compétences techniques dans tous les domaines les plus importants liés à ses buts et objectifs. Elle constitue donc une source de renseignements à portée d'un simple appel téléphonique, notamment pour de nombreux gouvernements, les médias, les institutions éducatives et d'autres ONG. De plus, là où elle jugeait utile de se rendre dans des pays d'Asie et d'Afrique pour rencontrer les personnels techniques de ces régions, elle s'est maintenant rendu compte que grâce aux technologies actuelles, ces voyages étaient devenus inutiles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation n'a pas participé physiquement à des réunions ou conférences des Nations Unies pendant la période considérée dans le rapport. Elle est bien décidée à y participer de nouveau à l'avenir.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation continue à publier ou à faire des observations sur de nombreuses mesures et publications de l'Organisation des Nations Unies, notamment par le biais de courriels et de rapports. Alors qu'elle entretenait auparavant de nombreux contacts personnels avec le personnel technique et les responsables de division des Nations Unies, elle entretient dorénavant des relations et apporte sa contribution via les sites Internet, des communications téléphoniques et des publications.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation publie des données et les résultats des recherches concernant les Nations Unies pour faire comprendre les objectifs du Millénaire pour le développement et pousser les peuples et les pays à agir.

5. Fondation L'Art de vivre

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

La Fondation L'Art de vivre et son organisation sœur International Association for human values se sont engagées à améliorer la qualité de vie de tous les peuples en construisant une communauté mondiale fondée sur les valeurs humaines partagées tout en glorifiant la diversité d'identités culturelles et religieuses.

La Fondation L'Art de vivre participe à un large éventail de programmes éducatifs et humanitaires qui élèvent les individus, ont une influence sur les communautés locales et favorisent le changement mondial.

La Fondation offre également des programmes de gestion du stress et de formation de dirigeants pour les jeunes et les adolescents, les hommes d'affaires, les législateurs et les fonctionnaires, les détenus et les gardiens de prison, les survivants de traumatismes et ceux qui souffrent de dépression, de même que des programmes pour les personnes vivant avec le cancer, le VIH et autres maladies potentiellement mortelles.

Objectifs et mission

La Fondation L'Art de vivre se consacre à servir la société en renforçant les capacités de l'individu. Elle le fait en offrant une multitude de programmes de sensibilisation, d'éducation et de prestation de services à des groupes marginalisés afin d'éliminer le stress, de créer un sentiment d'appartenance à une humanité commune, de restaurer les valeurs humaines, notamment la compassion et la non-violence et d'encourager les gens de tous les milieux, religions et traditions culturelles à s'unir pour célébrer et servir. Son travail commence par le développement de la personne. Lorsqu'ils ont les moyens d'y voir clair, les gens ont le sentiment de contribuer à quelque chose de positif au sein de leurs communautés.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2008, la Fondation a tenu une réunion centrée sur l'autonomisation des jeunes sur le thème « De la méditation à la médiation : réunion nationale sur la médiation et la solution des conflits » avec le National Legal Services Authority du Ministère de la justice du Gouvernement indien. De septembre à décembre 2009, elle a participé avec le PNUD à la campagne mondiale « Stand Up and Take Action ». En 2010 et 2011, elle a également sensibilisé les communautés au changement durable de comportement dans les domaines de la cuisine et de la santé.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- De mai 2008 à avril 2009, la Fondation a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à un projet intitulé « Rekindling awareness: rekindling love for Bihar's children – in need of protection », axé sur le problème de la sélection en fonction du sexe.
- En septembre 2009, la Fondation a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) à un projet intitulé « India's missing daughters : faith in action against sex selection », axé sur le problème de la sélection en fonction du sexe.
- De juillet 2009 à juin 2010, la Fondation a établi un partenariat avec l'UNICEF au Bihar et des fonctionnaires religieux pour la prévention des mariages d'enfants au Bihar.
- D'octobre 2009 à juin 2010, la Fondation a collaboré avec l'UNICEF au Maharashtra à un projet axé sur l'autonomisation des enfants intitulé « Spiritual action for creating dynamic social workers on child protection ».
- En avril 2010, elle a collaboré avec le FNUAP sur le renforcement des capacités d'équipe pour la Fondation L'Art de vivre. De septembre à

octobre 2010, elle a travaillé avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA) et l'UNICEF sur les réactions interconfessionnelles aux stigmatismes et à la discrimination auxquels sont confrontées les personnes vivant avec le VIH/Sida.

- En 2010 et 2011, elle a coordonné les activités du Programme d'assainissement total avec le projet de l'UNICEF sur le changement de comportement par une action spirituelle pour la prévention de la diarrhée et pour des services d'assainissement sûr en Assam.
- En mars 2011, elle a lancé un projet de formation des formateurs à l'Institut de médecine d'Ojus afin de renforcer les capacités et la prestation de services à des groupes marginalisés en vue de donner des réponses interconfessionnelles sur la prévention et la réduction des stigmatismes et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le Sida.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Outre les activités décrites ci-dessus qui se rapportent également aux objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation a :

a) Planté 2 350 arbres à l'appui des activités de la campagne « Mission Green Earth Stand Up Take Action » axées sur l'environnement et produit et distribué un film sur l'objectif 7 et la plantation d'arbres dans 80 pays et deux États en Inde;

b) Convoqué une réunion d'un groupe de travail avec le PNUD, en mars 2011, sur l'évaluation des différentes approches de la maladie dans les écritures religieuses;

c) Participé à une réunion privée de dirigeants hindous sur le VIH/Sida au sujet de l'objectif 6, de septembre à novembre 2008 et, avec l'ONUSIDA, dirigé un atelier de planification nationale sur l'amélioration de la réponse des organisations confessionnelles au VIH/Sida, en janvier 2009.

6. Asia-Japan Women's Resource Centre

Statut consultatif spécial : 2000

Contribution à des activités des Nations Unies

Afin de promouvoir l'égalité des sexes et les mouvements de défense des droits des femmes, l'organisation a organisé chaque année de 12 à 20 colloques, ateliers et autres manifestations publiques, diffusé des informations sur Internet et publié des revues en japonais et en anglais. En 2010, elle a lancé un programme de perfectionnement des jeunes femmes aux fonctions de direction.

Afin de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie, elle a participé à plusieurs campagnes dont une contre le renforcement des contrôles de l'immigration, une pour l'égalité des droits à l'éducation des ethnies minoritaires au Japon, une contre la violence politique et la répression en Mongolie, au Myanmar et aux Philippines et une contre la discrimination fondée sur la nationalité dans les programmes japonais de compensation à l'intention des prisonniers de guerre.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Un représentant a assisté à la deuxième session de l'Examen périodique universel, à Genève en mai 2008. Pour le premier examen périodique universel du Japon, l'organisation a présenté un rapport sur les droits des femmes, un rapport conjoint des organisations non gouvernementales (ONG) sur la situation des droits de l'homme en général et un rapport conjoint sur les droits de l'homme des minorités sexuelles en février 2008.

Un représentant a participé à la huitième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme (Genève, juin 2008) à laquelle il a fait deux déclarations conjointes au nom des ONG sur le renforcement du suivi des actes de violence à l'égard des femmes et sur la nécessité pour le Gouvernement japonais d'appliquer les recommandations, notamment sur la question de l'esclavage sexuel dans l'armée.

Pour le cinquième examen périodique du Japon, l'organisation a également présenté un rapport sur les droits des femmes en relation avec le Pacte international sur les droits civils et politiques. Un représentant a assisté en qualité d'observateur à la quatre-vingt-quatorzième session du Comité des droits de l'homme (octobre 2008).

L'organisation a présenté un rapport sur les droits des femmes pour le sixième examen du Japon par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à sa session de juin 2009 et un autre en juin 2011 sur la suite donnée aux recommandations.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas eu l'occasion de coopérer avec des entités du système des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'organisation a :

- a) Mené une campagne sur la violence sexiste et les bases militaires étrangères en organisant des manifestations de protestation contre des cas d'agression sexuelle à Okinawa (Japon), en s'adressant aux médias et en publiant de la documentation;
- b) Plaidé en faveur de lois et de politiques plus rigoureuses concernant la violence sexuelle par des déclarations, des consultations avec les autorités compétentes et les décideurs, des manifestations publiques et des publications;
- c) Assuré le suivi de cas de violence sexiste et envoyé des lettres aux Gouvernements de la République islamique d'Iran, du Japon, du Népal et du Pakistan, pour les inviter à réagir de manière appropriée;
- d) Organisé des colloques sur la violence sexiste en Afghanistan, en Indonésie, au Japon, au Népal et au Pakistan;
- e) Apporté son appui à un procès pour agressions sexuelles dans les Forces japonaises d'auto-défense engagé par une femme officier en organisant des

manifestations publiques et en adressant des lettres aux autorités compétentes (2008-2010);

f) Participé activement aux campagnes conjointes des ONG en faveur de la justice pour les victimes japonaises de l'esclavage dans l'armée;

g) Participé à la campagne « Dites non – Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » en janvier 2011.

S'agissant de la paix et de la démilitarisation, l'organisation a :

a) Participé à plusieurs manifestations dans le contexte de la Campagne de 16 jours contre la violence sexiste et le militarisme en 2010 et 2011;

b) Organisé un symposium sur le militantisme des femmes en faveur de la paix lors de la conférence sur la campagne mondiale relative à l'Article 9 (mai 2008), un atelier sur le Sommet du Groupe des huit et la militarisation (juin 2008), un atelier sur les mouvements pour l'égalité des sexes et la paix (août 2009), un colloque sur la justice pour les deux sexes à l'issue du conflit au Népal (janvier 2010) et deux ateliers en 2010 sur le mouvement des survivants d'agressions sexuelles en temps de guerre au Guatemala et sur la violence sexiste dans le contexte des conflits en Afghanistan, au Cachemire et au Soudan par exemple.

En ce qui concerne la Conférence d'examen Beijing+15, l'organisation a :

a) Activement pris part aux dialogues menés aux niveaux national et régional, participé au Forum des ONG pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok en octobre 2009 et organisé des colloques à Tokyo en novembre 2009;

b) Plaidé en faveur du renforcement des mécanismes nationaux pour assurer l'égalité des sexes par des publications, des symposiums, des ateliers et des déclarations.

En ce qui concerne l'égalité des sexes et les droits des femmes, l'organisation a :

a) Organisé des ateliers, publié des déclarations et produit de la documentation sur les questions de la pauvreté et du travail des femmes;

b) Participé à un atelier régional sur les conséquences de la crise financière dans le contexte des questions liées à l'égalité des sexes, à Hong Kong (Chine) en avril 2009;

c) Plaidé, par Internet et des publications, pour des réponses tenant compte des besoins des deux sexes aux catastrophes qui ont frappé la partie orientale du Japon en mars 2011;

d) Organisé des colloques, entre août 2010 et février 2011, sur le développement de l'aide étrangère et les rôles des mouvements de femmes.

7. Asociación Regional de Empresas de Petróleo y Gas Natural en Latinoamérica y el Caribe (Association régionale des entreprises pétrolières et gazières d'Amérique latine et des Caraïbes)

Statut consultatif spécial : 1976

Introduction

L'Association régionale des entreprises pétrolières et gazières d'Amérique latine et des Caraïbes est une association à but non lucratif d'entreprises et d'institutions du secteur du pétrole, du gaz et des biocombustibles en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a été fondée en 1965 dans le but de promouvoir et de favoriser le développement et l'intégration de l'industrie pétrolière et gazière et de rechercher des moyens de contribuer davantage à la production d'énergie durable dans la région. Ses membres représentent plus de 90 % des activités de la région en amont et en aval et sont des sociétés pétrolières nationales et internationales, des sociétés fournissant des technologies, des biens et des services à la chaîne de valeur du secteur ainsi que d'autres institutions de ce secteur. Depuis 1976, l'Association jouit du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. En 2006, elle a déclaré qu'elle adhère aux 10 principes du Pacte mondial.

Objectifs et mission

L'Association a pour vision « la croissance, la compétitivité et l'intégration du secteur du pétrole, du gaz et des biocombustibles qui parvienne à l'excellence en matière d'exploitation et de gestion et contribue efficacement au développement de l'énergie durable en Amérique latine et dans les Caraïbes ».

Elle a pour mission de promouvoir et de faciliter le développement et l'intégration du secteur, l'amélioration constante de ses opérations et la gestion efficace des problèmes environnementaux et sociaux a) en développant, partageant et diffusant les meilleures pratiques, b) en réalisant des études qui puissent se traduire en informations utiles, c) en élargissant ses connaissances et en aidant à renforcer les compétences requises et d) en établissant des contacts entre ses membres et les parties prenantes concernées et en les amenant à dialoguer de manière constructive.

L'Association a pour objectif principal :

- De servir de véhicule à des relations de synergie, à la coopération et à l'établissement de contacts entre les membres et à la promotion du dialogue et d'activités entreprises conjointement sur la base d'intérêts et de critères convergents;
- D'être un catalyseur de l'échange de connaissances entre les membres et un instrument de promotion du développement et de la mise en œuvre des meilleures pratiques et solutions afin de garantir l'amélioration constante de la performance du secteur aux niveaux opérationnel, environnemental, social et économique;
- De servir de forum pour l'analyse et la diffusion des progrès accomplis par le secteur à l'échelon régional en matière de développement durable;

- De servir de forum pour l'analyse et la diffusion des progrès accomplis par le secteur à l'échelon régional en matière d'intégration et de sécurité énergétiques;
- De servir de véhicule pour établir des contacts et le dialogue, notamment entre le secteur et ses principaux partenaires, afin de favoriser l'harmonisation des politiques sectorielles pour faciliter le développement durable du secteur;
- D'être un instrument régional de l'action menée conjointement en vue d'améliorer la réputation du secteur;
- D'être un centre de coordination des informations relatives aux activités du secteur dans la région;
- D'être une institution d'appui à l'échelon régional pour faciliter le développement des activités du secteur et fournir les services de formation, de certification et d'appui technique dont ses membres ont besoin.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association accomplit sa mission :

a) En élaborant, partageant et diffusant les meilleures pratiques. Ses comités constituent le forum dans le cadre duquel les meilleures pratiques sont identifiées et examinées et les indicateurs régionaux de normes d'excellence produits. La diffusion des meilleures pratiques est assurée par des publications qui deviennent de véritables guides de référence pour le secteur dans la région;

b) En effectuant des études qui se traduisent en informations utiles. L'un des principaux objectifs est la production d'informations à valeur ajoutée destinées à ses membres. Les principaux problèmes figurant au programme énergétique des pouvoirs publics et du secteur sont souvent analysés de manière plus approfondie dans le cadre d'études régionales effectuées directement ou en coopération avec d'autres institutions;

c) En élargissant ses connaissances et en aidant à renforcer les compétences requises. Les rapports de synthèse de l'Association analysent les questions nouvelles et les principales tendances qui se font jour dans le secteur et communiquent des idées inscrites dans une perspective d'avenir à leur sujet. Afin de soutenir le développement professionnel et une meilleure gestion des connaissances, les cours et ateliers organisés par l'Association aident à combler les lacunes et à renforcer les capacités;

d) En établissant des contacts entre les membres et les parties prenantes concernées et en les amenant à dialoguer constructivement. Les comités constituent l'espace à l'intérieur duquel les membres se rencontrent et partagent leurs expériences et les leçons apprises. Les manifestations organisées par l'Association réunissent les principaux acteurs du secteur et favorisent la prise de contacts et un dialogue constructif en faveur de l'intégration, du développement et de la viabilité du secteur dans la région.

8. Bischöfliches Hilfswerk Misereor

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'organisation Misereor a été fondée en 1958 pour combattre la faim et la maladie dans le monde. En tant qu'agence de développement international de l'Église catholique d'Allemagne, Misereor a pour objectif de promouvoir le développement, de lutter contre la pauvreté dans le monde, de combattre l'injustice, de défendre les pauvres et les persécutés et de contribuer à créer « Un seul monde ». Même si elle est la plus importante des organisations non gouvernementales de développement d'Allemagne, Misereor ne limite pas son activité à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique centrale et latine mais mène aussi des campagnes d'éducation et de sensibilisation sur les questions de développement dans les pays du Nord.

Objectifs et mission

Misereor a pour mission de s'attaquer aux causes de la détresse et de la misère qui, en Asie, en Afrique et en Amérique latine et centrale, sont synonymes de la faim, de la maladie, de la pauvreté et d'autres souffrances. Le respect, la protection et la réalisation de tous les droits de l'homme, aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels, sont ce qui permet à l'homme de vivre dans la dignité, à l'abri de la peur et du besoin. C'est pourquoi Misereor s'est dotée d'une politique des droits de l'homme et axe toute son activité de coopération pour le développement sur les droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, un représentant a présenté, avec des partenaires, un rapport parallèle sur l'Inde pendant une session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (28 avril-16 mai) et, le 4 juin, l'organisation a participé à la mise sur pied d'une manifestation parallèle à Genève sur la question du commerce et des droits de l'homme pendant la huitième session du Conseil des droits de l'homme.

En 2009, un représentant et un partenaire venu de Colombie ont assisté à une session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (25-29 mai) et l'organisation a organisé un débat parallèle à la sixième réunion du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant la République démocratique du Congo (30 novembre-11 décembre).

En 2010, conjointement avec des partenaires de Colombie, Misereor a organisé une manifestation parallèle lors de la quarante-quatrième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (3-21 mai), un représentant a accompagné deux partenaires du Sri Lanka à une réunion à Genève avec le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et un autre a accompagné deux partenaires du Népal à la quinzième session du Conseil des droits de l'homme (13 septembre-1^{er} octobre).

En 2011, avec des partenaires de Colombie, un représentant a présenté un rapport au Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine (mars), un représentant a présenté un rapport parallèle sur l'Allemagne à la quarante-sixième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur la question des

politiques commerciales et agricoles et le droit à l'alimentation (2 mai) et un autre a participé à la dix-septième session du Conseil des droits de l'homme avec un partenaire de l'Inde.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Ainsi, en 2011, elle a financé 552 projets en Amérique latine à hauteur de 50 millions d'euros, 428 projets en Afrique et au Proche-Orient pour un montant de 50,3 millions d'euros et 472 projets en Asie représentant 25 millions d'euros.

9. Child Family Health International

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Child Family Health International est la principale organisation non gouvernementale qui, à l'échelon mondial, offre aux étudiants en sciences de la santé des programmes d'éducation sanitaire socialement responsables et financièrement justes. Elle donne des modèles de meilleures pratiques qui témoignent d'un engagement prioritaire à la participation des communautés et à l'intégrité locale. Elle a maintenant des activités en Afrique du Sud, en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), en Équateur, en Inde et au Mexique.

Objectifs et mission

L'organisation forme une famille mondiale de professionnels et d'étudiants dans le domaine de la santé qui interviennent au niveau de la base. Elle soutient ses partenaires internationaux par des projets communautaires et des programmes d'immersion en matière de santé à l'échelon mondial. Ses 24 programmes établissent des liens entre des professionnels de santé locaux et des étudiants internationaux. Les initiatives qu'elle prend au niveau communautaire de base ont pour but d'améliorer l'infrastructure des soins de santé dans les communautés qui n'en ont pas.

Changements à signaler

L'organisation a changé de direction générale puis elle a modifié ses valeurs. Le nouveau Directeur est déterminé à accroître la contribution de l'organisation aux réunions de l'ONU. Elle assistera à une réunion, encouragera un de ses partenaires pays en développement à partager les directives relatives à ses « meilleures pratiques » et étendra la portée des prochains blogs à deux activités de sensibilisation des Nations Unies par an (par exemple la Journée mondiale de lutte contre le sida). Le programme de dons de fournitures médicales « Recover » a pris fin.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a organisé un forum sur l'autonomisation des femmes, leurs réussites et leurs problèmes en tant que dirigeantes dans des milieux

traditionnellement dominés par les hommes. Le 15 septembre 2010, des femmes ayant des rôles de dirigeantes dans des organisations non gouvernementales ont parlé des problèmes auxquels elles sont confrontées et de stratégies spécifiques de réussite. Les membres du groupe étaient notamment des représentants de l'organisation, de l'Armée du salut et de Good Business International.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le 5 décembre 2011, l'organisation a participé à des séances de travail concernant le dixième anniversaire de l'Année internationale des volontaires, avec la Building Bridges Coalition en vue d'augmenter au maximum le nombre de bénévoles au niveau international.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Sous sa nouvelle direction, l'organisation se propose de donner, à l'avenir, la priorité à la coopération avec des programmes des Nations Unies, celle-ci ayant été peu importante par le passé.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

S'agissant de l'objectif 1, l'organisation s'est efforcée de créer des possibilités d'emploi productif et d'éviter « l'exode des cerveaux » des pays à faible revenu et à revenu moyen. Elle a poursuivi ses efforts de promotion de l'égalité entre les sexes et de parité financière en recrutant de préférence des femmes pour les postes de responsabilité.

L'organisation a continué à soutenir les promoteurs de la santé dans le monde. En Inde, elle a habilité les femmes (objectif 3) en élisant des éducatrices et en leur donnant les moyens de faire un travail d'éducation pour des questions de santé telles que la nutrition, les vaccinations, l'assainissement et la planification familiale.

En ce qui concerne l'objectif 4, l'organisation a soutenu des projets communautaires dans le domaine de la santé et des programmes généraux d'éducation sanitaire susceptibles d'améliorer la santé infantile. Ainsi, elle a mis en place un programme d'éducation du service de pédiatrie en Bolivie et un programme d'éducation du service de santé maternelle et infantile en Inde. Elle a organisé des programmes d'éducation dans le domaine de la santé maternelle dans le monde entier, assurant par-là la formation de la génération suivante aux meilleures pratiques afin d'améliorer la santé maternelle au niveau mondial (objectif 5). À Pune (Inde), les étudiants ont étudié le système local de santé et la façon dont il répond aux besoins des mères. L'organisation a continué à soutenir directement des programmes de santé maternelle tels que la formation annuelle de sages-femmes à Oaxaca (Mexique). Elle a établi des partenariats entre étudiants et sages-femmes afin de promouvoir le programme d'études actuel du Ministère de la santé pour un programme de formation de quatre jours. S'agissant de l'objectif 6, elle a mis sur pied des programmes concernant spécifiquement le VIH (par exemple à Durban (Afrique du Sud) et les maladies infectieuses (Équateur et Inde). Elle a également offert des programmes d'éducation à des étudiants américains ainsi qu'à des prestataires locaux de soins de santé.

En ce qui concerne l'objectif 7, l'organisation a encouragé de véritables partenariats en donnant des modèles de meilleures pratiques dans le domaine de la

santé en général et en donnant la preuve de son engagement prioritaire à l'intégrité locale. En cas de besoin, elle a directement fourni le matériel nécessaire, par exemple ordinateurs portables et PC, afin de maintenir la haute qualité de ses programmes.

L'organisation publie régulièrement un blog et assure la promotion des initiatives des Nations Unies. Elle a soutenu des programmes de hautes études pour un partenaire équatorien et facilité la participation d'un partenaire bolivien aux conférences régionales de l'Organisation panaméricaine de la santé. Elle développe aussi ses relations avec des fournisseurs de services de santé locaux au sein de la population pour encourager l'établissement de partenariats dans l'intérêt de tous et l'échange de connaissances Sud-Sud.

10. Association chinoise pour la science et la technologie

Statut consultatif spécial : 2004

Changements à signaler

Le huitième Congrès national de l'Association s'est tenu à Beijing en mai 2011 et a élu un nouveau Président et un Vice-président exécutif/Secrétaire exécutif principal.

Contribution à des activités des Nations Unies

Deux rapports scientifiques produits par l'organisation ont été présentés à l'occasion des conférences de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement de l'Organisation des Nations Unies. Ces rapports donnaient des informations concernant l'échange et le partage d'expériences et de plans. L'organisation a organisé un atelier international sur l'ouverture des données et des connaissances à des fins de recherche innovante et de développement et un atelier international sur le plan de mise en œuvre 2008/2009 de l'Alliance mondiale à Shanghai (Chine), du 24 au 26 mai 2008.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé à 18 conférences, dont une Conférence internationale sur le Sida, le Congrès international sur le sida dans la région de l'Asie et du Pacifique et l'Assemblée mondiale de la santé. Deux réunions par satellite ont été organisées à chaque conférence; elles ciblaient le sida et la santé publique en Chine et des programmes réalisés par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation a envoyé six représentants à chacune des sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenues pendant la période considérée dans le rapport et elle a organisé une manifestation parallèle pendant chaque session.

Elle a également envoyé cinq représentants aux réunions annuelles du Forum sur la gouvernance d'Internet et organisé un atelier lors de chaque forum en mettant l'accent sur l'environnement ouvert des connaissances.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé au Congrès mondial sur les technologies de l'information et de la communication au service du développement, tenu à Beijing du 2 au 4 septembre 2009, en collaboration avec l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs et l'Institute of Electrical and Electronic Engineers.

Elle a participé à un atelier international à Shanghai (Chine) les 28 et 29 octobre 2010 sur l'accès aux données scientifiques et leur application pour les Nations Unies dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement, en collaboration avec l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement et le Comité pour les données scientifiques et technologiques.

Elle a participé à une conférence internationale sur l'histoire de la science en Chine et son interaction avec d'autres civilisations, tenue à Beijing les 10 et 11 novembre 2010, en collaboration avec l'UNESCO.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives prises ont notamment été les suivantes :

a) Organisation du septième Forum d'information des villes d'Asie-Pacifique (Shanghai, 24-27 mai 2008). Le forum avait pour thème la coopération dans l'intérêt des nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et des communications (cible 8 F);

b) Soutien au lancement d'un projet de mise sur pied d'une plate-forme de partage d'informations et de données dans l'optique de recherches scientifiques innovantes sur la pauvreté et la protection de l'environnement en Asie. Le projet sert à réunir autour de cette entreprise les membres des différents endroits où le Conseil scientifique d'Asie est présent;

c) Exécution d'un programme de recherche en 2009 sur la coopération internationale pour tirer la sous-région du Grand Mékong de la pauvreté. Le programme comportait des recherches empiriques, notamment avec la coopération du Conseil international pour la science et du Comité pour les données scientifiques et technologiques, en vue de soutenir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;

d) Aide à la réalisation de l'objectif 6 du Millénaire pour le développement en offrant une formation dans le domaine de la prévention et de la recherche relatives au VIH, notamment dans les régions éloignées. Plus de 30 000 personnes ont bénéficié de cette formation. Des informations sur la prévention du VIH/sida ont été communiquées au public par la télévision, la radio, la presse et d'autres médias.

11. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens

Statut consultatif général : 2004

Introduction

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens est une organisation mondiale de la société civile ayant pour mission de renforcer l'action citoyenne et la société civile dans le monde entier.

Objectifs et mission

Pendant la période considérée dans le rapport, l'organisation avait pour objectif de protéger les droits des acteurs de la société civile, de renforcer les bonnes pratiques au sein de la société civile et de renforcer l'influence de la société civile.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'attache à offrir ses bons offices et à faciliter l'engagement constructif de la société civile, notamment avec les entités et les processus des Nations Unies, tant sur les questions importantes pour ses membres que sur les libertés et la participation de la société civile en général. En 2008, l'organisation a nommé un représentant auprès des Nations Unies à Genève et en 2009 à New York.

De plus, pendant la période considérée, l'organisation a assumé les rôles suivants :

- Présidence du Comité exécutif des organisations non gouvernementales travaillant avec le Département de l'information;
- Partenaire organisateur du groupe principal des organisations non gouvernementales, Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012;
- Membre du Groupe consultatif du Forum pour la coopération en matière de développement;
- Présidence du Comité consultatif de la société civile du PNUD;
- Membre du Groupe de travail sur les communications des Volontaires des Nations Unies, pour l'Année internationale des volontaires.

L'un des faits marquants de la coopération de l'organisation avec l'ONU pendant la période considérée a été le travail de sensibilisation qu'elle a réalisé avec d'autres organisations de la société civile en vue de faire adopter par le Conseil des droits de l'homme la résolution 15/21 sur le droit de réunion et d'association pacifiques, avec pour résultat la nomination d'un rapporteur spécial chargé de ces questions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En ce qui concerne le Conseil des droits de l'homme, l'organisation a participé à toutes ses sessions et à l'examen périodique universel ainsi qu'aux forums sociaux. Elle a présenté des rapports pour l'examen périodique universel du Turkménistan et de l'Ouzbékistan en 2008 et du Bélarus en 2009. En 2010, elle a

collaboré avec des organisations de la société civile aux Philippines et organisé des manifestations parallèles concernant ce pays ainsi que le Bélarus. Elle a également présenté une déclaration conjointe sur les États-Unis (2010) et sur Bahreïn, le Bélarus, le Cambodge, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, les Philippines, le Swaziland, le Turkménistan et le Yémen (2011). En 2011, elle a organisé ou coparrainé des manifestations parallèles sur l'Afrique du Sud, Bahreïn, le Bélarus, le Brésil, l'Inde, la Libye, l'Ouganda, les Philippines, la République arabe syrienne, et le Yémen et elle a facilité la participation d'organisations de la société civile d'Ouganda, de la République de Moldova et du Venezuela (République bolivarienne du). En 2011, elle a également participé à des sessions spéciales sur la Libye.

En qui concerne la Commission de la condition de la femme, elle a participé à ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions. Elle a aussi pris part au premier symposium public de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en 2009 et, en 2011, elle a présenté une déclaration sur le Turkménistan au Comité contre la torture. Elle a présenté une déclaration au Conseil économique et social et participé aux sessions sur le renforcement du Conseil et l'accélération de la réalisation de l'objectif de l'éducation pour tous. Elle a aussi participé au Sommet mondial sur la société de l'information (2008) et aux manifestations connexes (2009) ainsi qu'à la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et au processus préparatoire (2011).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les entités suivantes :

a) Le PNUD, en signant un mémorandum d'accord pour collaborer, à l'échelle mondiale, au Programme d'élaboration d'un Index de la société civile des Nations Unies (2008) et en collaborant à une campagne mondiale de photographie sur l'humanisation du développement (2009). Elle a constitué des partenariats avec les bureaux du PNUD en Jordanie (2009) et à Madagascar (2010) pour effectuer des exercices relatifs à l'index de la société civile et signé un mémorandum d'accord avec la Fondation pour le futur en vue d'étendre la mise en œuvre de l'Index au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (2010). En 2011, elle a organisé une réunion conjointe avec le PNUD lors de l'Assemblée mondiale de CIVICUS sur l'avenir des évaluations de la société civile, convoqué conjointement le Forum africain sur la gouvernance et établi un partenariat avec le PNUD pour l'évaluation initiale de la société civile tunisienne;

b) Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat en tant que groupe partenaire principal des ONG pour l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), et elle a participé aux sessions préparatoires y relatives (2011);

c) Les Volontaires des Nations Unies, en publiant des rapports conjoints intitulés « Volunteering and social activism: pathways for participation in human development » (2008) et en élargissant l'espace civique par des interventions bénévoles (2011);

d) Le Département de l'information, en présidant le Comité exécutif des organisations non gouvernementales travaillant avec le Département de l'information et en aidant à organiser les conférences connexes à Mexico (2009), Melbourne (Australie) en 2010 et Bonn (Allemagne) en 2011.

L'organisation a également contribué au Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale (2011) et elle a participé à une réunion de consultation des ONG avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (2009), à la réunion annuelle du Groupe consultatif mondial des organisations non gouvernementales (2011) et à une conférence de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies à Doha (Qatar) en 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Bien que l'organisation ne soit pas une organisation de développement à proprement parler, l'intérêt qu'elle porte à l'expérience et aux intérêts de la société civile en général lui a permis de négocier une place pour la société civile et d'assurer sa participation à l'étude de questions relatives en particulier à l'efficacité du développement, notamment de la manière suivante :

a) En 2008, elle a accueilli le secrétariat mondial de l'Action mondiale contre la pauvreté, notamment en collaborant à la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et aux débats sur la pauvreté dans le monde;

b) En 2009, elle a participé à un comité ayant pour tâche de mieux coordonner l'aide et à un forum ouvert sur l'efficacité du développement des organisations de la société civile et elle a contribué à l'élaboration des programmes et à l'identification de participants des organisations de la société civile au symposium de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement;

c) En 2010, elle a participé à la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

12. Climate Institute

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Climate Institute est une organisation non gouvernementale internationale ayant son siège à Washington. Il a été créé en 1986 et a été l'une des premières organisations à s'intéresser au premier chef à la lutte contre les changements climatiques. Par les activités qu'il a menées au fil des ans, l'Institut a donné des informations aux principaux décideurs, renforcé la sensibilisation aux changements climatiques à l'échelon international et identifié des moyens pratiques pour parvenir à des réductions importantes des émissions. Il a par exemple organisé des symposiums, des conférences, des tables rondes et des réunions spéciales d'information dans quelque 30 pays en développement, donné des avis spécialisés à des séances d'information destinées à des ministres et chefs d'États et à des réunions avec des capitaines d'industrie et de simples citoyens. Le Climate Institute a atteint ses objectifs en faisant appel à son vaste réseau d'experts et d'alliances aux États-Unis et au niveau international. Dans tout ce qu'il entreprend, l'Institut s'efforce d'être une source d'information objective et fiable. Il s'est distingué en tant que chef de file au niveau mondial en favorisant l'équilibre climatique grâce à des approches pratiques et coopératives.

Un conseil d'administration élu chaque année dirige les activités du Climate Institute. Le Conseil de l'Institut est divers, composé de dirigeants des milieux universitaire, commercial, environnemental et scientifique de neuf pays. Un réseau tout aussi diversifié constitue le Conseil d'administration qui joue un rôle consultatif capital dans les délibérations de l'Institut. Le Climate Institute reçoit un soutien financier sous forme de cotisations de ses membres, de contributions privées et d'entreprises, de dons et de services contractuels rendus à des agences gouvernementales, d'organisations à but non lucratif et de la vente de publications.

Objectifs et mission

Le Climate Institute a pour mission :

- De servir de catalyseur à des solutions innovantes et pratiques en matière d'adaptation aux changements climatiques, d'atténuation de leurs effets et de stabilisation du climat, de contribuer à la recherche scientifique et de communiquer les résultats obtenus de manière précise et complète;
- D'établir des partenariats entre décideurs, chercheurs, institutions publiques et environnementales aux niveaux local, national et international afin de relever plus efficacement les défis climatiques;
- De fournir des informations objectives et complètes sur les risques que présentent les changements climatiques et les réponses possibles.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Climate Institute a régulièrement organisé des manifestations parallèles aux sessions de la Commission du développement durable et pendant la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. De plus, les activités du Climate Institute correspondent tout à fait aux objectifs du développement durable et à ceux des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Climate Institute, son personnel et ses représentants ont régulièrement participé à des manifestations et des réunions des Nations Unies. L'Institut a régulièrement envoyé des délégués aux sessions de la Commission du développement durable et aux conférences annuelles de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2005, le Climate Institute collabore étroitement à l'initiative Global Sustainable Energy Islands de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Dans le cadre de ce programme, le Climate Institute a identifié et aidé les petits États insulaires désireux de transformer leurs systèmes énergétiques fondés sur l'utilisation de combustibles fossiles en systèmes reposant sur des sources d'énergie renouvelable. Outre l'ONUDI, le PNUD est une autre entité des Nations avec laquelle le Climate Institute a fréquemment entrepris des activités collaboratives.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités du Climate Institute sont tout à fait conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement et contribuent à leur réalisation, par exemple en ce qui concerne la viabilité de l'environnement. En encourageant des politiques de développement durable et d'énergie durable dans le monde en développement, certaines des activités du Climate Institute soutiennent l'idée de l'accès universel à l'énergie dans le monde en développement, réduisent la pauvreté et améliorent la qualité de l'air en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. L'une des principales composantes des programmes du Climate Institute a été l'amélioration de la sensibilisation à la viabilité de l'environnement et aux changements climatiques.

Renseignements complémentaires

L'Institut met actuellement en œuvre les programmes suivants :

- a) Programme pour le Mexique et l'Amérique latine axé sur la sensibilisation au climat et la science du climat;
- b) Programme de réduction des émissions de noir de carbone ciblant les gaz et aérosols ayant une courte durée de vie;
- c) Centre de formation de dirigeants dans le domaine de l'environnement.

13. Coopération internationale

Statut consultatif spécial : 2004

Changements à signaler

En décembre 2010, Coopération internationale a changé de statut juridique, se transformant d'association en fondation, principalement afin de répondre à un besoin de gouvernance plus stable et de conserver son objectif original. Tous ses droits et obligations sont restés les mêmes et elle a maintenu toutes ses relations antérieures.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'est essentiellement consacrée à élaborer et réaliser des programmes et des campagnes de sensibilisation sociale en Italie, avec des organismes centraux et locaux, et avec des autorités étrangères en Afrique, en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Asie et au Moyen-Orient. Toutes les informations et tous les contenus pertinents et liés à notre mission et à nos activités sont diffusés par exemple par le biais de bulletins d'information, de revues, de notre site Internet, de réseaux sociaux, de colloques et de projets.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé aux consultations annuelles conduites par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avec des organisations non gouvernementales partenaires.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les projets les plus importants élaborés pendant tout ou partie de la période qui fait l'objet du rapport ont porté notamment sur la coopération avec les entités suivantes :

- Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (Somalie);
- ONU-Femmes (Sierra Leone, 2011);
- UNICEF (Bolivie (État plurinational de), Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Tchad). L'organisation a également mis en œuvre son projet « Pear Plus » (Programme d'aide élargie aux rapatriés), représentant un montant total de 4 689 440 euros, des projets en Sierra Leone et en Somalie, pour un montant total de 3 678 029 euros, ainsi que des projets au Soudan (Darfour), au Sud-Soudan et en Ouganda;
- HCR (Colombie, Équateur, Éthiopie, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie et Tchad);
- Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Madagascar, 2011);
- Fonds des Nations Unies pour la population (Madagascar, Ouganda, République démocratique du Congo et Tchad, 2011);
- PNUD (Bolivie (État plurinational de), Équateur, Malawi, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Soudan (Darfour) et Sud-Soudan), 2011);
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat (Colombie, Éthiopie, Haïti, Kenya, République démocratique du Congo, Somalie et Territoire palestinien occupé);
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Bolivie (État plurinational de), Éthiopie, Guatemala, Kenya, Malawi, Ouganda, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan (Darfour) et Sud-Soudan).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation a organisé les manifestations suivantes :

a) « Public and private: an (im)possible partnership? Integrating roles and responsibilities in the international development cooperation » (« Secteurs public et privé : un partenariat (im)possible? Intégration de leurs rôles et responsabilités dans la coopération internationale en matière de développement »), en octobre 2009, avec l'assistance du Programme alimentaire mondial, du Ministère italien des affaires étrangères et de la Commission européenne;

b) Publication de l'*Indice de la faim dans le monde 2009*, avec le Ministère italien des affaires étrangères, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires de Washington, Welthungerhilfe (une ONG allemande) et Concern Worldwide (une ONG irlandaise);

- c) En janvier 2010, réunion sur les résultats du Comité de l'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques – examen par les pairs de la coopération en matière de développement;
- d) Publication de l'*Indice de la faim dans le monde 2010* (voir ci-dessus);
- e) Discussion sur le thème « l'Italie et la protection internationale : demandeurs d'asile et réfugiés dans la région méditerranéenne en collaboration avec le HCR »;
- f) Publication de l'*Indice de la faim dans le monde 2011*. Le rapport, qui en est maintenant à la troisième édition en italien, a gagné le Prix Mercury 2010 du meilleur rapport européen et a été utilisé dans le programme de la Commission européenne pour 2011-2013 sur la sécurité alimentaire comme indicateur indispensable de la mesure des progrès accomplis dans la réduction de la faim;
- g) Atelier sur l'efficacité de la coopération des organisations de la société civile en matière de développement, novembre 2011.

14. Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre est la première institution indienne qui participe à la lutte contre les troubles psychiatriques, notamment l'abus de drogues, depuis 1983. Ses activités englobent la prévention, l'identification, le traitement, la réadaptation et la recherche concernant l'abus de drogues. Elle est déterminée à mettre en place des stratégies de prévention de l'abus de drogues, notamment traitement et réadaptation des toxicomanes, mise en œuvre de stratégies de réduction de la demande de drogues et de stratégies de prévention du VIH, et à faire de la recherche sur les causes et les effets de l'abus de drogues.

Objectifs et mission

Les objectifs et la mission de l'organisation sont notamment les suivants :

- a) Organiser des recherches dans le domaine des sciences médicales en général et plus spécialement dans la prévention et la lutte contre l'abus des drogues, le traitement et la réadaptation des toxicomanes;
- b) Effectuer des recherches sur les causes et autres aspects qui forcent ou incitent les gens à faire usage des drogues et organiser des recherches sur les types de santé mentale et le comportement humain des toxicomanes;
- c) Eduquer, former, promouvoir et organiser des ateliers, des séminaires, des conférences et des manifestations, et sensibiliser le public aux effets nocifs et mortels de l'abus de drogues et du VIH/sida;
- d) Préparer, éditer, imprimer, publier et distribuer des ouvrages, magazines, périodiques, circulaires et autres collections portant sur la recherche, la prévention et la lutte contre l'abus des drogues et le VIH/sida et le traitement et la réadaptation des toxicomanes;

e) Faciliter l'établissement et la promotion des objectifs susmentionnés en collaboration avec d'autres organisations ou sociétés fiduciaires;

f) Compiler et analyser l'information et les données sur les donateurs, les organisations bénéficiaires telles que celles œuvrant dans le domaine de la prévention et la lutte contre l'abus des drogues, le traitement et la réadaptation des toxicomanes;

g) Recueillir, coordonner et diffuser des données médicales, scientifiques et autres connaissances, des statistiques ou des informations quant à la causalité, la répartition de la prévalence, le traitement ou la guérison des maladies, la réadaptation et établir un bureau ou un centre pour ces recherches.

Changements à signaler

L'organisation a étendu son champ d'opérations en utilisant efficacement son réseau international de coordonnateurs de la prévention de l'abus des drogues pour atteindre les groupes cibles à Londres, Bangkok et Dhaka.

Contribution aux activités des Nations Unies

D'avril 2007 à août 2008, l'organisation a obtenu une prolongation pour terminer son programme STEP (school-based teenage education programme), un programme d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle pour favoriser l'éveil d'une conscience sociale, y compris la prévention de l'alcoolisme et du VIH, en collaboration avec l'Albert Einstein College of Medicine de la Yeshiva University (États-Unis d'Amérique). Le programme a été mené à bien dans 50 écoles de Mumbai, pendant cette période. De septembre 2009 à août 2010, l'Organisation a étendu le champ d'application du programme qui a été mené avec succès dans 25 écoles de New Delhi et 25 écoles au Punjab et à Shimla.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Avec l'appui du National Institute of Social Defence, du Ministry of Social Justice and Empowerment, de la Planning Commission et du programme de collaboration de l'OMS, le Gouvernement indien a convoqué et accueilli la Conférence internationale Hope 2008, qui s'est tenue à Mumbai du 10 au 12 octobre 2008.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a organisé et mené des campagnes de sensibilisation soulignant la Journée mondiale de lutte contre la drogue les 26 juin 2008 et 2010 à Mumbai, ainsi que des réunions pour le grand public auxquelles ont participé des célébrités locales et elle a mis en évidence le problème de l'abus de drogues à Mumbai. Elle a également organisé 75 discussions de groupe sur ce thème.

15. Foundation for the Support of the United Nations

Statut consultatif général : 1996

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a mené une campagne d'information sur les activités de l'Organisation des Nations Unies et la façon dont les organisations non gouvernementales coopèrent avec elle, et ses représentants ont été interviewés dans un programme de télévision concernant les descriptifs des ONG, qui a été diffusé en mai 2011 par la télévision publique de Queens.

À l'appui des initiatives de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour lutter contre la traite des êtres humains, la Fondation a collaboré avec la section de New York de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies à l'organisation d'un déjeuner au Siège des Nations Unies sur le thème « Making a difference, women who care » en mai 2011. À l'appui du programme des Nations Unies sur la migration internationale et le développement, la Fondation a lancé et conjointement accueilli le premier sommet international sur les droits des migrants à Washington, en juin 2011. Plus de 100 dirigeants principaux des communautés de migrants de cette zone métropolitaine ont participé au sommet et eu des informations sur les différentes initiatives des Nations Unies et leurs mandats relatifs à cette question. Des représentants de la Fondation ont également assisté à un débat thématique informel sur la migration internationale et le développement organisé par le Président de l'Assemblée générale en 2011. Des représentants ont également assisté au lancement du « Rapport genre 2010 sur la Cour pénale internationale » à New York en décembre 2010 par la Women's Initiative for Gender Justice dont l'objectif est d'évaluer la mise en œuvre, par la Cour pénale internationale, du Statut de Rome, des documents relatifs au Règlement de procédure et de preuve et aux éléments des crimes et en particulier des mandats concernant les deux sexes qu'ils mentionnent. La Fondation poursuit son travail d'aide aux jeunes qui ont abandonné l'école aux Philippines afin de leur assurer un avenir meilleur grâce à son programme d'apprentissage éducatif à distance à l'appui du mandat de l'UNESCO.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée dans le rapport, des représentants ont :

- Participé aux soixante-cinquième et soixante-sixième sessions de l'Assemblée générale;
- Participé aux cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme;
- Participé régulièrement aux réunions hebdomadaires d'information des ONG organisées par le Département de l'information;
- Assisté au Forum de haut niveau sur « L'année internationale pour le rapprochement des cultures » organisé par l'UNESCO au Siège des Nations Unies en mars 2011;
- Assisté au lancement de haut niveau du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite d'êtres humains, surtout de femmes et d'enfants en novembre 2010.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En coopération avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et autres sociétés privées, la Fondation a organisé conjointement le World Diversity

Leadership Summit au Siège des Nations Unies en septembre 2011. Pour soutenir le Département de l'information du Secrétariat dans son travail, un représentant a encore aidé le Département à s'acquitter de ses tâches en siégeant au conseil du Comité exécutif des organisations non gouvernementales travaillant avec le Département de l'information en qualité de trésorier de 2009 jusqu'à présent.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour faire progresser la réalisation de l'objectif 8, le 22 novembre 2011, la Fondation a accueilli au siège des Nations Unies un forum africain sur les médias, en coopération avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, la Mission permanente du Kenya auprès des Nations Unies et le Consulat d'Afrique du Sud. Elle a également accueilli deux groupes de discussion à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement pendant la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en mars 2011. Des représentants ont assisté et participé activement à une réunion au Siège des Nations Unies à New York en mars 2011 sur le thème « L'investissement en faveur des femmes et de l'entrepreneuriat : solutions pour atteindre le troisième objectif du Millénaire pour le développement ». En septembre 2010, son représentant a dirigé une réception et la lecture de l'engagement « Stand Up » avec 105 participants pour la campagne « Stand Up, Take Action ». La section des Philippines de la Fondation a poursuivi sa campagne « Debout contre la pauvreté », sa participation aux manifestations annuelles en faveur des OMD et ses efforts de mobilisation des étudiants des écoles supérieures en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement pendant toute la période considérée dans le rapport.